



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ACCORD-CADRE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Objet du marché :

**Fourniture, mise en service et maintenance d'une solution complète de gestion armurerie
(logiciel, armoire sécurisées, extensions, prestations associées)**

Ville d'Angers
Direction Sécurité Prévention
BP 80011
49020 ANGERS CEDEX 02

1^{ERE} PARTIE : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
1 - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1 - OBJET DU CONTRAT	4
1.2 - CONFIDENTIALITE, SECURITE ET HABILITATION.....	4
1.2 - FORME ET TYPE D'ACCORD-CADRE	5
2 - PIECES CONTRACTUELLES	5
3 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	5
3.1 - DUREE DU MARCHE	5
4 - DELAI D'EXECUTION.....	6
4.1 - DELAI DE BASE	6
4.2- PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES	6
4.3- GARANTIE ET MAINTENANCE	6
4.4- DELAI D'INTERVENTION EN CAS D'ANOMALIE	6
2^{EME} PARTIE : EXECUTION FINANCIERE.....	7
5 PRIX	7
5.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES.....	7
5.2 MODALITES DE VARIATION DES PRIX DU BP	7
5.3 MODALITES DE VARIATION DES PRIX DU/DES CATALOGUES	8
5.4 MODIFICATIONS DU BPU	8
6 MODALITES DE COMMANDES	9
7 AVANCE	9
8 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	10
8.1 MODALITES DE FACTURATION.....	10
8.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT (FACTURES).....	10
8.3 - PAIEMENT DES COTRAITANTS.....	11
8.4 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	11
8.5 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	12
9 PENALITES	12
9.1 PENALITES DE RETARD	12
• NON-RESPECT DES OBLIGATIONS DE SECURITE ET DE CONFIDENTIALITE	12
9.2- PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	12
3^{EME} PARTIE : EXECUTION TECHNIQUE	13
10 DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE.....	13
10 - CONDITIONS DE LIVRAISON	14

10.1 CONDITIONS D'INSTALLATION.....	14
10.2- REMISE DE LA DOCUMENTATION TECHNIQUE	14
10.3- RESPONSABLE D'EXECUTION.....	14
11- CONSTATATION DE L'EXECUTION DES LIVRAISONS.....	15
11.1- CONDITIONS DE RECEPTION	15
11.2- DECISION APRES VERIFICATION.....	15
11.3- RECEPTION TACITE	16
12. NETTOYAGE DES LIEUX.....	16
13. GARANTIE ET MAINTENANCE.....	16
13.1- GARANTIE	16
13.2- MAINTENANCE.....	17
4^{EME} PARTIE : CLAUSES COMPLEMENTAIRES	18
14. ASSURANCES ET ATTESTATIONS SUR L'HONNEUR	18
15. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	18
16. RESILIATION DU CONTRAT	18
16.1- CONDITIONS DE RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	18
16.2- REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	18
17. CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES – CLAUSE DE REEXAMEN	19
18. REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	21
19. DEROGATIONS AU CCAG	21

1^{ère} PARTIE : CLAUSES ADMINISTRATIVES

1 - Dispositions générales

1.1 - Objet du contrat

Le présent marché a pour objet la fourniture, l'installation, la mise en service et la maintenance d'une solution complète de gestion armurière destinée à la Police municipale de la Ville d'Angers.

Cette solution comprend notamment :

- La fourniture et l'installation d'un coffre à clés numérique
- La fourniture et l'installation de coffres à clé individuels et collectifs pour que les agents de la Police Municipale d'Angers y entreposent leurs armes
- La fourniture et la pose de tags RFID sur les armes de la Police Municipale d'Angers
- Une solution permettant de tracer les entrées / sorties d'armes via une lecture des tags RFID positionnés
- La formation des agents de la ville aux solutions déployées
- Les licences et la maintenance des solutions déployées
- Des jours d'assistances annuelles post déploiement des équipements objets de ce marché
- La possibilité d'étendre le nombre de casiers individuels compte tenu des évolutions d'effectifs de police municipale

1.2 - Confidentialité, sécurité et habilitation

Confidentialité des données

Le titulaire s'engage à ne divulguer à aucun tiers, de quelque manière que ce soit, les documents, informations ou renseignements communiqués par la Ville d'Angers ou dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Cette obligation couvre notamment les données relatives :

- Aux armes, munitions et équipements détenus par la Police municipale,
- Aux agents et à leurs habilitations,
- Aux procédures internes de sécurité.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations par l'ensemble de son personnel, salarié ou non, ainsi que par ses sous-traitants et partenaires.

Règles de sécurité

Lors de leurs interventions dans les locaux de la Police municipale ou sur tout site désigné par la Ville, les personnels du titulaire ne peuvent être accompagnés d'un tiers ou d'un partenaire sans accord écrit préalable de la Ville.

Les personnels du titulaire ne sont autorisés à accéder aux armoires, casiers ou équipements de l'armurerie qu'en présence d'un agent habilité de la Police municipale, sauf autorisation expresse de la Ville.

Tout manquement ou inobservation de ces mesures de sécurité et dispositions, même en cas d'imprudence ou de négligence, pourra entraîner l'application de sanctions contractuelles, sans préjudice des sanctions pénales applicables.

Sécurité et discipline

Pendant leur présence dans les locaux de la Ville, les personnels du titulaire sont soumis aux mêmes règles de discipline et de sécurité que les agents municipaux. Ils doivent notamment se conformer aux consignes de sécurité en vigueur et aux instructions données par les responsables de site. Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations par son personnel, ses sous-traitants et tout autre intervenant agissant de son fait.

1.2 - Forme et type d'accord-cadre

Le marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, conformément aux dispositions de l'article R.2123-1-1° du Code de la commande publique.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe éventuelle
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Engagement de confidentialité
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
- Le bordereau des prix unitaires (BP)
- Les cahiers des clauses administratives générales (CCAG-FCS° applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvés par l'arrêté du 30 mars 2021 dans sa version en vigueur à la date de lancement de la procédure de consultation.
- Le mémoire technique
- Les fiches techniques des produits
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

3 - Durée et délais d'exécution

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur <https://alm.marches-securises.fr>, la date de notification des documents est la date de la première consultation certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique. Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG FCS, à défaut de consultation dans un délai de 15 jours suivant la mise à disposition sur la plateforme, la date de notification est la date du 15^e jour à compter de cette mise à disposition.

La notification peut également se faire en main propre, dans ces cas-là le document notifié portera la date de sa réception.

Toutes décisions, observations ou informations émises par le titulaire ou par l'acheteur doivent être rédigées en langue française.

3.1 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une **durée initiale de deux (2) ans fermes** à compter de sa notification.

Il pourra être **reconduit tacitement deux (2) fois pour une durée d'un (1) an**, sans que sa durée totale n'excède **quatre (4) ans**.

Reconduction

La décision de reconduction tacite interviendra au plus tard trois (3) mois avant l'échéance de la période en cours.

Nonobstant cette durée, le titulaire devra impérativement assurer la fourniture, l'installation et la mise en service complète du socle initial de la solution (logiciel, armoire principale, armement de base) au plus tard le 30 juin 2026, date impérative liée à la mise en œuvre d'une délégation de service public.

Il est précisé que le titulaire refusant cette reconduction, alors que l'acheteur avait émis le souhait de renouveler le contrat, s'engage à exécuter les prestations sur le présent marché jusqu'à ce que l'acheteur ait conclu un nouveau marché, sachant que cette période ne pourra pas excéder 6 mois à compter de la date prévue pour la reconduction.

Si l'acheteur ne souhaitait pas reconduire le contrat, le titulaire ne pourrait élever aucune réclamation à ce sujet.

La reconduction s'apprécie à la date d'anniversaire de notification.

4 – Délai d'exécution

4.1 - Délai de base

- La mise en service complète du socle initial (Logiciel, armoire principal) devra intervenir au plus tard le 15 mai 2026, date impérative liée aux besoins opérationnels de la Police municipale d'Angers.
- Une phase de vérification technique interviendra au plus tard fin juin 2026.
- L'admission définitive sera prononcée après la levée des éventuelles réserves.
- Les prestations de formation des agents commencent dès la mise en service et être achevées dans un délai de quinze jours (15 jours).

4.2- Prestations complémentaires

Les prestations complémentaires (extension de casiers, armoires à clés, licences supplémentaires, etc.) devront être exécutées dans un délai maximum de deux (2) mois à compter de la notification du bon de commande, sauf accord particulier validé par la Ville.

4.3- Garantie et Maintenance

- Le matériel (pièces, main-d'œuvre, déplacements) bénéficie d'une période de garantie contractuelle minimale de deux (2) à compter de l'admission définitive.
- La maintenance du logiciel (corrective et évolutive) est assurée pendant toute la durée du marché, incluant réparations, mises à jour de sécurité et adaptations réglementaires.

4.4- Délai d'intervention en cas d'anomalie

À compter de la demande d'intervention adressée par la Ville (par courriel ou via l'interface prévue par le titulaire), celui-ci accuse réception et s'engage à :

- Rétablir le fonctionnement normal dans un délai de 8 heures ouvrées pour les anomalies bloquantes,
- Rétablir le fonctionnement normal dans un délai de 5 jours ouvrés pour les anomalies non bloquantes

Prolongation des délais : en cas de cause étrangère à la volonté du titulaire ou de retard imputable à la Ville, les délais d'exécution sont prolongés dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG-FCS.

2^{ème} PARTIE : EXECUTION FINANCIERE

5 Prix

5.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont rémunérées :

- Un prix forfaitaire pour le socle initial (logiciel, armoire principale avec portique, documentation, maintenance),
- Des prix unitaires définis au BPU pour les prestations complémentaires (formation des agents, casiers supplémentaires, maintenance du modèle complémentaire).

5.2 Modalités de variation des prix du BP

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques de la dernière offre remise par le titulaire et validée par le pouvoir adjudicateur. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fermes durant la 1^{ère} période d'exécution.

A chaque reconduction, ils sont révisables.

Les indices de références choisis en raison de leurs structures pour la révision des prix de l'accord-cadre régis par le présent CCAP, sont le suivant :

Références	Intitulée de l'indice	Source
S	Indice Syntec - Prestations intellectuelles et logiciels	Fédération Syntec / INSEE
I	ICHTrev-TS (001565183) – Indice du coût horaire du travail révisé (tous salariés)	INSEE
M	FM0ABE (010764224) – Indice de prix de production de l'industrie française – Fabrication de matériels électriques	INSEE

Ces indices s'appliquent pour l'ensemble des prix du présent marché.

La révision s'applique selon la formule paramétrique suivante :

$$P_n = P_o \times (0,4 \times S_n/S_0 + 0,3 \times I_n/I_0 + 0,3 \times M_n/M_0)$$

Avec :

- **P_n** = prix révisé, hors TVA,
- **P_o** = prix initial au mois de remise des offres, hors TVA,
- **S_n, I_n, M_n** = valeur des indices à la date anniversaire de la notification du marché,
- **S₀, I₀, M₀** = valeur des indices de référence au mois de remise des offres.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

En cas de disparition de l'indice Syntec, il sera remplacé par un indice équivalent publié par l'INSEE, représentatif de l'évolution des coûts des prestations de services informatiques et de maintenance.

Notification du BPU

Le BPU révisé et le cas échéant mis à jour suite à négociation sera notifié au(x) titulaire(s) par l'acheteur dans les conditions suivantes :

- dans le cas où le BPU est envoyé par l'acheteur avant le démarrage de la nouvelle période, ces prix révisés seront applicables à compter du démarrage de la nouvelle période ;
- en cas d'envoi à une date ultérieure, ces prix seront applicables à compter de la date d'envoi du BPU révisé ou de la date fixée dans l'ordre de service.

Modification ou suppression d'indice :

En cas de modification ou de suppression de l'indice en cours d'exécution du marché, les parties se rapprocheront afin d'étudier l'impact sur le contrat et modifier le présent article par avenant. Les parties veilleront à maintenir, autant que possible, l'équilibre économique initial du contrat. L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations. Si aucun accord n'est intervenu dans le délai d'un mois à compter de la réception de la demande de réexamen, il est convenu que la position de l'acheteur est retenue par défaut (notification au titulaire par ordre de service), cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

5.3 Modalités de variation des prix du/des catalogues

Les catalogues sont présentés par le titulaire à chaque changement tarifaire.

A cette occasion, les rabais pourront être ajustés. Ces ajustements seront actés par ordre de service.

5.4 Modifications du BPU

Par dérogation à l'article 23.2 et 23.3 du CCAG FCS, en cas de besoin, en cours d'exécution du marché, il est possible de rajouter de nouvelles références au BPU.

Si une référence du BPU venait à disparaître en cours d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer un produit de substitution à prix équivalent. Il joindra à sa proposition leur fiche technique et/ou descriptif et/ou échantillon, ainsi que tout autre élément sollicité par l'acheteur.

L'acheteur prendra un ordre de service valant validation de la proposition, le cas échéant après échange et le notifier au titulaire.

A la date anniversaire de notification du contrat/de démarrage des prestations, les modifications (prix nouveaux, références nouvelles ou ajout, intégration définitive d'articles suite à l'activation de la clause de réexamen « circonstances exceptionnelles ») pourront être intégrées au BPU. Ce BPU sera notifié au titulaire par l'intermédiaire du profil acheteur.

6 Modalités de commandes

Les commandes sont faites au moyen de bons de commandes. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des fournitures à livrer ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des fournitures ;
- Le montant du bon de commande ;
- La référence à rappeler Grand Angle (numéro d'engagement).

Les bons de commande pourront être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de la durée du marché, et pourront s'exécuter au plus tard sous un délai de 90 jours.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'acheteur ou toute autre personne habilitée pourront être honorés par le ou les titulaires.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour présenter ses observations, sous peine de forclusion.

7 Avance

En complément de l'article B11.1 du CCAG FCS et sauf refus mentionné dans l'acte d'engagement par le titulaire, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Calcul du montant de l'avance :

Le montant de l'avance est fixé de la façon suivante :

- Si la durée du bon de commande est inférieure ou égale à douze mois : 10 % du montant initial, toutes taxes comprises, du bon de commande ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par ce délai exprimé en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Remboursement de l'avance :

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

Garantie financière de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100.0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

8 Modalités de règlement des comptes

8.1 Modalités de facturation

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

L'émission du bon de commande donnera lieu à l'émission d'une facture. Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG FCS, le prix de règlement est celui en vigueur à la date d'émission du bon de commande et non pas à la date d'exécution/livraison des prestations.

8.2 Présentation des demandes de paiement (factures)

Les demandes de paiement (factures) seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro unique de facture, basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le **montant des fournitures** détaillées (quantité et dénomination précises des produits livrés), hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;

- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- La date de facturation.
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

Les demandes de paiement (factures) devront être libellées à l'attention de :

Ville d'Angers

Direction Sécurité Prévention

BP 80011

49020 ANGERS CEDEX 02

Les factures devront parvenir via CHORUS (Portail de facturation dématérialisé). Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Pour adresser vos factures dématérialisées à l'ensemble de nos structures vous devez renseigner les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera le budget (la structure) en tant que destinataire de la facture.
- En priorité, le numéro d'engagement ou de bon de commande que vous trouverez sur le bon de commande.
- Sinon le code service (et éventuellement le numéro de marché) qui permettra de faire le lien avec la direction émettrice de la commande. Vous trouverez la liste de nos codes services par structure grâce au lien suivant :

<https://www.angers.fr/services-demarches/demarches-pour-les-professionnels/marches-publics/etre-attributaire-d-un-marche-public-de-la-ville-d-angers/index.html>

La date de réception d'une demande de paiement transmise via la plateforme chorus correspond à la date d'horodatage de la facture sur la plateforme chorus.

8.3 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, sauf demande contraire du mandataire par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG-FCS.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom du mandataire, sauf demande contraire du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.4 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur au titulaire du marché, via le site chorus-pro. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'acheteur.

NOTA : lorsque le titulaire dépose sa facture il peut y joindre un tableau récapitulatif des dépenses supportées par les sous-traitants mais chaque sous-traitant devra aussi déposer sa propre demande de paiement (cadre A10) qui sera validée par le titulaire.

Cette demande est libellée hors taxe.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter :

- de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé,
- ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

8.5 *Délai global de paiement*

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées par virement administratif dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9 Pénalités

9.1 *Pénalités de retard*

Lorsque le délai contractuel de livraison, d'installation ou de mise en service est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour ouvré de retard, et sans mise en demeure préalable ni échange contradictoire (dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS), les pénalités forfaitaires suivantes :

- *Retard de mise en service*

Lorsque le titulaire ne respecte pas le délai contractuel de mise en service du socle initial (logiciel, armoire principale et armement de base), il encourt, par jour calendaire de retard, une pénalité de 100 € HT, plafonnée à 10 % du montant forfaitaire HT du socle initial.

- *Retard sur extensions (bons de commande)*

En cas de retard d'exécution concernant les prestations complémentaires commandées par bons de commande (extensions de casiers, armoires à clés, licences logicielles...), le titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard, plafonnée à 10 % du montant HT du bon de commande concerné.

- *Non-respect des obligations de sécurité et de confidentialité*

Tout manquement du titulaire aux obligations de sécurité ou de confidentialité prévues au présent CCAP entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT par manquement constaté, sans préjudice du droit pour la Ville d'Angers de :

- Prononcer la résiliation immédiate du marché pour faute grave,
- Et d'engager, le cas échéant, la responsabilité civile et pénale du titulaire.

9.2- *Pénalités pour travail dissimulé*

En cas de constat de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, au sens des articles L.8221-1 et suivants du Code du travail, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire égale à **10 %** du montant TTC du marché ou du bon de commande concerné.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder celui des amendes prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Cette pénalité s'applique sans préjudice :

- Des sanctions pénales encourues par le titulaire,
- De la faculté pour la Ville d'Angers de résilier le marché à ses torts exclusifs conformément au CCAG-FCS.

3^{ème} PARTIE : EXECUTION TECHNIQUE

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations fournies à l'acheteur. Dans ce cadre, le titulaire communique notamment à l'acheteur toute information permettant d'améliorer l'exécution des prestations et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

10 Démarche environnementale

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre, dans la mesure du possible, des pratiques respectueuses de l'environnement lors de l'exécution du marché.

Documentation et livrables (Obligatoire)

- Tous les documents et livrables (rapports, notices, comptes rendus, documentations techniques) doivent être fournis en version dématérialisée (ODF, PDF ou équivalent).
- En cas de support papier complémentaire, celui-ci devra être recyclé ou éco-labellisé (FSC, PEFC ou équivalent).

Gestion des emballages et déchets

- Limiter les emballages à ce qui est strictement nécessaire à la livraison.
- Favoriser des emballages recyclables ou réutilisables.
- Assurer, dans la mesure du possible, l'enlèvement et le recyclage des emballages et déchets générés par la livraison et l'installation, conformément à la réglementation en vigueur.

Équipements et consommation

- Fournir des équipements intégrant, si applicable, des dispositifs sobres en consommation énergétique (par exemple : éclairages LED pour les armoires, systèmes de veille réduite).
- Pour le logiciel, mettre en œuvre une approche d'éco-conception (mises à jour optimisées, hébergement responsable si applicable).

Transports et interventions

- Privilégier, lorsque cela est possible, l'usage de moyens de transport à faibles émissions (véhicules hybrides, électriques ou équivalents) pour les livraisons et interventions techniques.

10 – Conditions de livraison

Il est interdit de livrer ou de décharger les équipements en l'absence du représentant désigné par la Ville d'Angers (responsable de l'armurerie de la Police municipale ou son représentant habilité).

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport, à la manutention, au déchargement, au montage et à la première mise en route demeurent intégralement à la charge du titulaire. Celui-ci doit, en toute circonstance, adapter les moyens mis en œuvre pour tenir compte des contraintes d'accès et de circulation liées au site.

Au moins quinze jours ouvrés avant la date prévue de livraison, le titulaire contactera le représentant de la Police municipale afin de confirmer la date, l'horaire et les modalités pratiques de livraison. Les fournitures sont livrées franco de port, d'emballage et de montage, et le titulaire assure l'enlèvement et la reprise de l'ensemble des emballages.

Chaque livraison doit être accompagnée d'un bon de livraison en double exemplaire, signé par le représentant de la Ville. La signature du bon ne vaut pas admission définitive des fournitures, laquelle n'interviendra qu'après vérification et réception. Le bon doit comporter à minima : le numéro du marché, l'identification du titulaire, la date et le lieu de livraison, la désignation du service destinataire, la liste des fournitures et leur prix HT/TTC.

Toute fourniture déposée sans validation du bon de livraison, ou sur un lieu non prévu, est réputée non reçue et non facturable. Toute livraison égarée ou détériorée du fait du non-respect des conditions de transport et de livraison est à la charge du titulaire.

En cas de dommage, d'altération ou de dysfonctionnement constatés à la livraison ou lors de la première mise en route, le titulaire est tenu de réparer ou remplacer sans frais les éléments concernés.

10.1 Conditions d'installation

Le titulaire, qui aura nécessairement visité les locaux de l'armurerie municipale avant la remise de son offre, est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes du site (accès, sécurité, alimentation électrique, configuration des locaux).

L'installation et la mise en service doivent être réalisées dans le respect des règles de l'art et des prescriptions de sécurité. Toute adaptation mineure nécessaire à la bonne intégration de la solution sera à la charge du titulaire.

10.2- Remise de la documentation technique

Le titulaire remettra, lors de la livraison, toute la documentation technique, rédigée en langue française, nécessaire à l'utilisation, à l'administration et à la maintenance des équipements et du logiciel. Cette documentation sera fournie en deux exemplaires papier et en version numérique.

10.3- Responsable d'exécution

Le titulaire désigne, dans son offre, un responsable unique de l'exécution des prestations, interlocuteur privilégié de la Ville d'Angers.

En cas d'indisponibilité définitive de cette personne, le titulaire doit proposer sans délai un remplaçant disposant de compétences équivalentes. La Ville d'Angers se réserve le droit de refuser ce remplaçant s'il ne présente pas les garanties suffisantes, et d'exiger la désignation d'une autre personne.

À défaut, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

11- Constatation de l'exécution des livraisons

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables, telles que visées au CCTP, étant celles en vigueur à la date de lancement de la consultation).

Le titulaire s'engage à respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, ainsi que les plans de prévention propres à chaque à la Police municipale.

11.1- Conditions de réception

Les prestations font l'objet des vérifications et décisions, conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG / TIC, sauf dérogations mentionnées ci-dessous.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG / TIC, le titulaire ou son représentant pourra assister, s'il le souhaite et sans qu'il soit besoin que l'établissement bénéficiaire le convie, aux opérations de vérification. Le titulaire doit l'en informer de ce souhait au moment de la réalisation de la prestation.

Vérification d'Aptitude (VA) – pré-réception : Avant la mise en service définitive, il sera procédé à une pré-réception (VA). Elle a pour objet de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le CCTP d présent accord cadre.

Le délai imparti à la Police Municipale pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de maximum trois (3) mois à compter de la notification du marché (par dérogation au CCAG/TIC).

Le titulaire dispose d'un délai de sept (7) jours pour corriger les anomalies détectées et fournir les éléments manquants. Tant que ces conditions ne sont pas satisfaites, la réception définitive pourra être différée et des pénalités de retard appliquées (cf. article « Pénalités »).

Vérification de Service Régulier (VSR) – réception définitive : elle a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation et d'utilisation. La régularité de ce service sera observée à partir de la notification d'aptitude pendant la durée maximum d'un (1) mois.

A l'issu des opérations de vérification, une décision expresse d'ajournement, de réfection ou de rejet pourra être prise.

11.2- Décision après vérification

- Admission : la Ville d'Angers prononce l'admission des prestations si elles répondent aux stipulations du marché, sous réserve des vices cachés. Elle ne pourra intervenir qu'après achèvement complet des installations et validation es essais (Matériels + logiciel).

L'admission est constatée par un procès-verbal de réception signé par les parties et prend effet à la date de sa notification au titulaire.

- **Réfaction** : lorsque certaines prestations, sans être pleinement conformes, peuvent néanmoins être acceptées, la Ville peut prononcer leur réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Avant toute décision, le titulaire est mis en mesure de présenter ses observations dans un délai de **7 jours calendaires**. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la réfaction.
- **Rejet** : lorsque les prestations sont jugées non conformes et ne peuvent être acceptées en l'état, la Ville en prononce le rejet partiel ou total. Cette décision est motivée et notifiée au titulaire, qui dispose d'un délai d'un mois pour enlever, réparer ou remplacer les éléments rejetés. À défaut, la Ville pourra procéder à leur enlèvement ou destruction, aux frais et risques du titulaire.

La réception des prestations conditionne le déclenchement du paiement.

En cas de carence du titulaire compromettant la mise en service, la Ville pourra faire exécuter les travaux nécessaires par une autre entreprise, aux frais et risques du titulaire.

Réception des prestations à bon de commande

L'établissement bénéficiaire dispose d'un délai de vingt-un (21) jours à compter de la réalisation pour procéder au contrôle des prestations réalisées, par dérogation aux opérations de vérifications posées ci-dessus. L'absence de décision au-delà du délai vaut réception des prestations.

11.3- Réception tacite

Conformément à l'article 28.2 du CCAG / TIC, l'établissement dispose d'un délai de sept (7) jours pour notifier sa décision au titulaire, à défaut, la réception des prestations est tacite

Mise en service et formation

La première mise en service sera effectuée par le titulaire, sous sa responsabilité, en présence du personnel de la Police municipale.

Le titulaire assurera une formation des utilisateurs dans un délai **de** quinze (15) jours suivant la mise en service, incluant toutes les informations utiles au fonctionnement, à l'utilisation et à la maintenance courante de la solution.

12. Nettoyage des lieux

Le titulaire devra impérativement évacuer tous les emballages, caisses, protections et films de transport liés à la livraison et à l'installation. Ces déchets seront enlevés et éliminés par ses soins, sans frais pour la Ville d'Angers.

13. Garantie et maintenance

13.1- Garantie

L'ensemble des équipements fournis dans le cadre du présent marché (armoires sécurisées, casiers, armoires à clés, armement de base, dispositifs de traçabilité) bénéficie d'une garantie contractuelle minimale de deux (2) ans « sur site », à compter de la date de la décision d'admission des prestations.

Cette garantie inclut la prise en charge intégrale, par le titulaire, de toutes les interventions nécessaires : pièces de rechange, main-d'œuvre, déplacements, conditionnement, emballage et transport des pièces.

Le titulaire s'engage à rétablir le fonctionnement du matériel défectueux dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés à compter de l'appel ou du signalement de la Ville d'Angers. En cas de panne critique affectant la sécurité ou la traçabilité, un délai plus court pourra être exigé selon le degré d'urgence.

La garantie ne couvre pas :

- Les dommages résultant d'un usage abusif ou non conforme ;
- Les dommages causés par des tiers ;
- Les actes de malveillance extérieure.

Le titulaire demeure toutefois tenu de remplacer sans frais toute pièce défectueuse dont le mauvais fonctionnement résulte d'un vice de fabrication, de conception ou de logiciel, et ce pendant toute la durée de la garantie.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux réparations prescrites, celle-ci est prolongée de plein droit jusqu'à l'exécution complète des remises en état complet.

Les extensions commandées en cours d'exécution du marché (casiers supplémentaires, armoire à clés, etc.) bénéficient également d'une garantie contractuelle minimale de deux (2) ans « sur site », à compter de leur propre admission.

13.2- Maintenance

Le titulaire assure, pendant toute la durée du marché, la maintenance du matériel et du logiciel fournis.

- Maintenance préventive : le titulaire réalise les opérations nécessaires pour maintenir les équipements et le logiciel en bon état de fonctionnement (contrôles, mises à jour logicielles).
- Maintenance corrective : en cas de panne ou de dysfonctionnement, le titulaire intervient dans un délai maximum 5 jours ouvrés pour tout incident (traçabilité, accès aux armes). Les réparations incluent pièces, main-d'œuvre et déplacements.
- Maintenance évolutive (logiciel) : le titulaire fournit sans surcoût les mises à jour correctives et évolutives du logiciel pendant toute la durée du marché, incluant notamment les mises à jour de sécurité et d'adaptation réglementaire.

Traçabilité : chaque intervention de maintenance donne lieu à un compte rendu technique écrit transmis à la Ville comprenant la date, l'heure, l'objet de l'intervention, la description des actions menées, le délai de rétablissement, le nom et la fonction de l'intervenant).

Le compte rendu est transmis sous format électronique (PDF ou tout autre format convenu avec la Ville) et conservé dans le dossier de suivi du marché.

La réception des prestations de maintenance par la Ville, qu'elle soit expresse ou tacite, ne peut intervenir qu'à compter de la réception de ce compte rendu technique complet.

Continuité de service : en cas de panne critique, le titulaire doit mettre en place et sans délai une solution provisoire permettant d'assurer la continuité du service jusqu'au rétablissement complet.

4^{ème} PARTIE : CLAUSES COMPLEMENTAIRES

14. Assurances et attestations sur l'honneur

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est Titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Ces attestations valides sont à transmettre :

- Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, cette communication intervient, avant la notification, dans un délai est de 10 jours à compter de la demande de l'acheteur,
- A chaque début de période de validité de la police d'assurance.

En cas de biens confiés par l'acheteur au titulaire, l'attestation d'assurance des biens confiés devra être transmise dès la mise à disposition des matériels.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail. Les pièces et attestations qui y sont mentionnées, devront être déposées sur la plateforme <https://www.e-attestations.com>. Cette plateforme est gratuite.

15. Exécution aux frais et risques

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, l'acheteur se réserve la possibilité d'exécuter ou de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire.

16. Résiliation du contrat

16.1- Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Sauf dérogations mentionnées ci-dessous, les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 % du montant forfaitaire.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R 2344 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, conformément à l'article R 2351-13 du code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts et aux frais et risques du titulaire.

Le décompte de résiliation, par dérogation à l'article 43.2.2.4 du CCAG FCS, ne comprendra pas au crédit du titulaire, le montant des indemnités de résiliation pour motif d'intérêt général.

Par dérogation à l'article 43.5 du CCAG FCS, les pénalités pour retard cessent d'être appliquées à la date prévue dans la décision de résiliation.

16.2- Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17. Circonstances imprévisibles – clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique et en complément de l'article 25 du CCAG-FCS, la présente clause de réexamen pourra être mise en œuvre, quel que soit son montant. Elle pourra, à cet égard, modifier le montant maximum du marché.

Champ d'application

La présente clause de réexamen trouve à s'appliquer en cas de circonstance extérieure aux parties et imprévisible dans sa nature ou dans son ampleur à la date de remise des offres (initiales ou, en cas de négociation, finales). Cette circonstance doit impacter et/ou modifier de manière significative les conditions d'exécution du marché.

Modalités générales de mise en œuvre : échanges entre les parties sur la base de justificatifs probants

Le titulaire devra prévenir sans délai l'acheteur, lui détailler sa demande de modification du contrat et lui transmettre obligatoirement tout justificatif à l'appui de sa demande démontrant la réalité de la situation. L'acheteur pourra solliciter toutes pièces complémentaires utiles. Le cas échéant, le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Les parties examinent et évaluent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte lors de la révision des prix du marché.

Etendue de la modification et limites

La modification du contrat sur la base de la présente clause de réexamen ne peut changer la nature globale du marché.

La modification envisagée doit être nécessaire et proportionnée dans son principe, dans son montant et dans son contenu comme dans sa durée pour faire face à la circonstance imprévisible. Les modifications apportées au contrat doivent être directement imputables aux circonstances imprévisibles et ne peuvent excéder ce qui est nécessaire pour y répondre.

Ces modifications n'ont pas pour objet et ne peuvent avoir pour effet d'assurer au titulaire la couverture des risques dont il a tenu compte ou aurait dû tenir compte dans ses prévisions initiales et qu'il doit en conséquence supporter. Par suite, la modification du contrat sur le fondement de ces dispositions n'est possible que si l'augmentation des dépenses exposées par le titulaire ou la diminution de ses recettes imputables à ces circonstances nouvelles ont dépassé les limites ayant pu raisonnablement être envisagées par les parties lors de la passation du contrat.

Le titulaire devra obligatoirement prendre à sa charge une partie du surcoût engendré par la circonstance.

Nature des modifications envisageables et conditions spécifiques de mise en œuvre

↳ En cas d'incapacité du titulaire de respecter le délai d'exécution contractuel, notamment en raison de difficultés temporaires d'approvisionnement :

- L'acheteur peut prendre un ordre de service acceptant temporairement (fixation d'une période/durée ou d'une échéance) un produit ou matériau de substitution

Le titulaire proposera un produit équivalent en joignant la fiche technique et, sur demande de l'acheteur, un échantillon.

- L'acheteur peut suspendre le délai d'exécution des prestations selon les modalités fixées à l'article 24 du CCAG-FCS, via un ordre de service prononçant la suspension des prestations et précisant, le cas échéant, le maintien d'une partie des obligations contractuelles ; puis, ordre de service de reprise
- L'acheteur peut prolonger le délai d'exécution par ordre de service selon les dispositions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

↳ En cas de bouleversement de l'économie du marché :

Le titulaire devra joindre à l'appui de sa demande l'ensemble des justificatifs nécessaires (décomposition des prix, date et montant d'achats, etc.).

- L'acheteur peut accepter de modifier temporairement (fixation d'une période/durée ou d'une échéance) les prix unitaires ou certains prix unitaires du marché par ordre de service ; cette modification temporaire des prix unitaires pourra notamment être adoptée dans l'attente de la préparation et de la relance d'une mise en concurrence.
- Les parties peuvent modifier le prix global et forfaitaire du marché, la partie globale et forfaitaire du marché marcé à prix mixte, ou le montant maximum de l'accord cadre, par avenant
- Les parties peuvent introduire/modifier la clause de variation de prix par avenant (choix entre ajustement et formule, fréquence, indice, part fixe/variable, clause de sauvegarde, clause butoir, etc.) précisant la durée ou période et les modalités de retour aux clauses contractuelles initiales en cas de rétablissement de la situation le cas échéant

↳ Dans le cadre d'évènements particuliers localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité ou encore la mise en place de protocole spécifique : l'acheteur transmet par ordre de service les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser. Ces mesures font l'objet d'une modification du contrat dans les conditions fixées à l'article 23 du CCAG-FCS.

Dispositions particulières

Les prix nouveaux qui seraient intégrés par avenant ou OS seront révisés selon les mêmes modalités que les prix initiaux sauf indication contraire dans le document fixant le prix nouveau.

Afin de satisfaire son besoin et garantir la continuité du service public, l'acheteur pourra passer commande auprès d'un tiers en cas de hausse de prix significative et/ou impossibilité de respecter le délai d'exécution, sans mise en œuvre de la procédure aux frais et risques du titulaire.

En cas de rétablissement de la situation économique stable et pérenne, les parties pourront mettre fin aux modifications contractuelles en respectant le parallélisme des formes. Les clauses prévues initialement au contrat s'appliqueront de nouveau à la date précisée dans l'acte matérialisant ce retour aux conditions normales du marché.

Lors de la mise en œuvre de la clause de réexamen les parties peuvent convenir de se rencontrer à la fin du contrat pour déterminer le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement constatés à l'issue du contrat. Un remboursement par le titulaire des surplus de compensation consentie par l'acheteur pourra être envisagé.

En cas d'achoppement dans la mise en œuvre de la présente clause de réexamen, la résiliation du contrat pour événements extérieurs aux parties pourra être prononcée par l'acheteur sans indemnité, mais avec remboursement sur justificatifs probants, de 75% des frais déjà engagés par le titulaire pour réaliser les prestations du contrat.

18. Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nantes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

19. Dérogations au CCAG

Articles du CCAP	Dérogations aux articles du CCAG – FCS/ TIC
2	4.1
3	3.1.2
4.2	10.2.4
4.4	23.2 – 23.3
5	3.7.2
7.1	10.2.2
7.3	12.1.1
8.1	14.1
10	14.2
11.1	28.5 (TIC)
13.2	9.2
16.1	38 à 45, 43.2.2.4, 43.5
13.2	3.4.3
4	3.2.1

